

[Text]

of the source base is such that there would only be two, or even just one source of supply.

Mr. Cassidy: I am not wholly satisfied with that answer, but nonetheless, if you want to file some information with the committee . . . I think as well, Mr. Chairman, the committee might want to get into this area more deeply.

There was a leaked Treasury Board document, which was reported in the press just a few months ago, indicating that despite the auditors' reports back in the mid 1970s and again in 1982, despite recommendations from a committee of assistant deputy ministers or deputy ministers relative to departmental service contract procedures, the problems continue and are not being cleaned up.

Mr. Smith: Mr. Cassidy, that particular report had nothing to do with the contracting being done by the Department of Supply and Services.

Mr. Cassidy: Again, I would question that in the sense that there is evidence here that would suggest that DSS itself is—they were generally I think given a clean bill of health, but nevertheless you do have a very substantial amount of non-competitive awarding of services contracts, which I think deserves to be looked at.

Mr. Smith: I would be prepared, Mr. Chairman, to present to the committee our substantiation of why certain contracts have been let on a sole source, if last year's record is sufficient for you, and if you want to look further we can—

Mr. Cassidy: I think, when you are talking about suppliers of very complicated defence equipment, where sole source may in fact be sole source, it may almost be impossible to duplicate that particular supplier.

When you are talking about human services, there are very few human services which really deemed to be only sole source. It is defined that way because it looks good on the books. I suspect that is particularly done outside of DSS.

My question, however, relates to the procurement of goods without competitive tendering. DSS, according to the Nielsen report, let some \$2 billion worth of goods without contract, and that was after taking away about \$1.9 billion worth of procurement without contract, where the Nielsen report was satisfied that there were justifiable reasons for not having competitive tendering. I beg your pardon. I should have said "without competitive tendering".

Mr. Smith: Okay, I think you said "without contract".

Mr. Cassidy: What are you doing about that?

Mr. Smith: We are doing a number of things. One of the impediments to the approach that we are trying to achieve of 70% competition versus sole source is that, in some cases, the inability, because of the size of the country, to have two and three sources of supply for a particular good or service and the financial viability of such a company. There are also the types

[Translation]

cas-là, les ministères nous font essentiellement part de leurs besoins; nous connaissons les sources d'approvisionnement, et souvent il n'en existe que deux, voire une seule.

M. Cassidy: Cette réponse ne me satisfait pas entièrement, mais malgré tout, si vous voulez présenter de l'information au Comité . . . Selon moi, monsieur le président, le Comité voudra peut-être analyser cette question plus à fond.

Un document du Conseil du trésor ayant fait l'objet d'une fuite et ayant été analysé dans la presse il y a quelques mois précisait que, malgré les rapports des vérificateurs remontant au milieu des années 1970 et à 1982 aussi, malgré les recommandations ayant été formulées par un comité de sous-ministres adjoints ou de sous-ministres au sujet des modalités ministérielles régissant les contrats de services, les problèmes subsistent, et personne ne cherche à les régler.

M. Smith: Monsieur Cassidy, le rapport en question n'avait rien à voir avec les contrats adjugés par le ministère des Approvisionnements et Services.

M. Cassidy: Ici encore, je mets cette affirmation en doute, car des faits semblent indiquer que le MAS lui-même est . . . il a été lavé de tout soupçon, mais malgré tout, il accorde un nombre considérable de contrats de services sans lancer de concours, et je pense que c'est là un aspect qu'il conviendrait d'examiner.

M. Smith: Je suis disposé, monsieur le président, à présenter au Comité les documents montrant pourquoi certains contrats ont été adjugés après avoir été offerts à un seul fournisseur. Si les dossiers de l'an dernier ne sont pas suffisants et si vous voulez remonter plus loin dans le temps, nous pouvons . . .

M. Cassidy: Lorsqu'il s'agit d'obtenir du matériel militaire très compliqué, il se peut effectivement qu'il n'y ait qu'un seul fournisseur et qu'il soit presque impossible d'en trouver un autre.

Mais si l'on songe aux services humains, il y en a très peu qui ne puissent vraiment être offerts que par un seul fournisseur. On emploie l'expression «fournisseur unique» parce que cela fait bien dans les livres. Je soupçonne que ce soit surtout une pratique adoptée à l'extérieur du MAS.

Ma question porte cependant sur l'achat de biens sans appel d'offres. Selon le rapport Nielsen, le MAS s'est procuré des biens pour une valeur de 2 milliards de dollars, sans contrat, et ces chiffres ne tiennent pas compte des biens d'une valeur de 1,9 milliard, qui ont été achetés sans contrat mais qui, selon le groupe Nielsen, l'ont été sans appel d'offres pour des motifs valables. Excusez-moi, j'aurais dû dire «sans appel d'offres» au lieu de «sans contrat».

M. Smith: D'accord! Je crois que vous aviez bel et bien dit «sans contrat».

M. Cassidy: Quelles mesures prenez-vous à cet égard?

M. Smith: Nous en avons déjà prises un certain nombre. Nous voulons lancer un appel d'offres dans 70 p. 100 des cas, au lieu de recourir à un seul fournisseur, mais à cause des dimensions du pays, il arrive qu'il soit impossible de trouver deux ou trois sociétés en mesure de fournir le bien ou le service en question. Et souvent, ces sociétés ne sont pas viables. Il faut